



# Politique externe de protection des données personnelles

Groupe CAMCA

## Préambule

La protection des données à caractère personnel (ci-après « **DCP** ») est un objectif primordial dans le cadre du développement d'une société de plus en plus digitale et où des informations sont recueillies à tout instant. Cette protection passe notamment par la mise en œuvre et le respect du Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après « **RGPD** »).

La protection des personnes physiques à l'égard de la collecte et, plus largement, du traitement de leurs DCP est un droit fondamental et un enjeu stratégique, essentiel à la préservation de la confiance des co-contractants, des clients, des partenaires et des collaborateurs du Groupe CAMCA.

Au niveau européen, c'est le [Règlement Général sur la Protection des Données](#)<sup>1</sup> (RGPD), entré en application depuis le 25 mai 2018, qui a donné une nouvelle impulsion au sujet. Le RGPD faisant appel à des notions volontairement abstraites, il est éclairé par des lignes directrices régulièrement émises par le [Comité européen de la protection des données](#) (CEPD)<sup>2</sup> ainsi que par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.

Toujours au niveau supranational, la [Convention européenne des droits de l'Homme](#) reconnaît également le droit à la vie privée comme l'un de nos droits fondamentaux. C'est sous ce prisme que la Cour européenne des droits de l'Homme intervient en matière de protection des données.

En France, le RGPD se complète de la [loi Informatique et libertés](#)<sup>3</sup>. En outre, les délibérations [de l'autorité de contrôle \(CNIL\)](#) et la jurisprudence nationale, du Conseil d'Etat ou de la Cour de cassation, permettent de dégager des interprétations pratiques de la réglementation. A cela s'ajoutent les recommandations et guides pratiques publiés par [l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information \(ANSSI\)](#) qui constituent d'excellentes lignes directrices à mettre en œuvre, notamment en matière de sécurité des systèmes d'information.

Au Luxembourg, le RGPD se complète de la loi du 1er août 2018 portant sur l'organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Comme pour la France la réglementation est complétée des avis de l'autorité de contrôle compétente (CNPD) ainsi que de la jurisprudence.

L'ensemble de ce corpus juridique est dénommé « **Règlementation sur la protection des données** ».

Le Groupe CAMCA réalise des traitements de données à caractère personnel dont ses entités sont les responsables, au sens de la Règlementation sur la protection des données. La protection des données à caractère personnel et de la vie privée de chacun sont donc au cœur des préoccupations du Groupe CAMCA.

Dans cette logique, la présente politique  **vise à décrire les caractéristiques des traitements de données à caractère personnel entrepris par Groupe CAMCA afin d'assurer la protection de vos données personnelles et de votre vie privée.**

<sup>1</sup> Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

<sup>2</sup> Le CEPD est l'ancien G29. C'est l'organe européen regroupant un représentant de chacune des autorités de contrôle des Etats membres de l'Union européenne. Cette instance a, notamment, vocation à unifier la compréhension des dispositions du RGPD dans l'ensemble des Etats membres au moyen de lignes directrices.

<sup>3</sup> Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

## SOMMAIRE

1.	Qui est le Groupe CAMCA ? .....	4
1.1.	Nos activités.....	4
1.2.	Les partages de données susceptibles d'intervenir entre nos entités .....	4
1.3.	Nos coordonnées.....	4
2.	Pourquoi cette Politique externe de protection des données à caractère personnel ?.....	5
3.	Pourquoi êtes-vous concerné ? .....	5
4.	Comment vos données à caractère personnel sont-elles collectées par le Groupe CAMCA? .....	6
5.	Quelles peuvent être les données à caractère personnel collectées et traitées ? .....	6
6.	Dans quels buts, sur quels fondements juridiques et pendant quelles durées traitons-nous vos données à caractère personnel ? .....	7
7.	Description des traitements .....	9
8.	En dehors des entités du Groupe CAMCA, à qui vos données peuvent-elles être transférées ? .....	11
9.	Où vos données peuvent-elles être transférées ? .....	11
10.	Quelles sont les mesures de sécurité que nous mettons en œuvre ? .....	11
11.	Quels sont vos droits ?.....	12
12.	Comment exercer vos droits ? .....	13
13.	Mise à jour de la Politique.....	13

# 1. Qui est le Groupe CAMCA ?

## 1.1. Nos activités

Membre du Groupe Crédit Agricole, leader de la Banque-Assurance en Europe, le Groupe CAMCA se compose de 2 compagnies d'assurance (CAMCA et CAMCA Assurance S.A), d'un cabinet de courtage en assurance et en réassurance (CAMCA Courtage), et d'une compagnie de réassurance (CAMCA Réassurance S.A) et se positionne comme l'assureur de spécialités (ci-après le « **Groupe CAMCA** » ou « **nous** »).

Le Groupe CAMCA mobilise des experts pour élaborer des solutions sur-mesure au profit de ses sociétaires et de leurs clients, en premier lieu desquels les Caisses régionales, ainsi que des filiales du Groupe Crédit agricole sur le territoire de l'UE.

Le Groupe CAMCA agit en BtoB pour couvrir les risques corporate de ses sociétaires dans une démarche de risk management, et en BtoBtoC pour apporter des réponses commerciales adaptées à ses clients, notamment dans les services associés aux comptes et cartes bancaires, ainsi qu'en matière du cautionnement des crédits habitat, segment sur lequel il occupe le 3ème rang national. Le Groupe CAMCA est par ailleurs l'assureur référent du risque construction du Groupe Crédit Agricole.

## 1.2. Les partages de données susceptibles d'intervenir entre nos entités

**Compte-tenu de nos activités, chacune de nos entités peut être soit responsable de traitement, soit sous-traitant, soit coresponsable de traitement au sens de la réglementation applicable**, pour les traitements qui la concernent (voir §. Dans quels buts, sur quels fondements juridiques et pendant quelles durées traitons-nous vos données à caractère personnel ? ci-après).

**Dans le cadre des contrats d'assurance et des garanties financières notamment, plusieurs de nos entités pourront être amenées à intervenir.** Vos données personnelles seront alors susceptibles d'être échangées entre nos entités, dans le strict cadre de leurs activités respectives et de leur besoin d'en connaître. Ces échanges s'inscrivent spécifiquement dans le cadre des finalités des traitements de données à caractère personnel décrits ci-après (voir §. Dans quels buts, sur quels fondements juridiques et pendant quelles durées traitons-nous vos données à caractère personnel ?).

## 1.3. Nos coordonnées

Les entités du Groupe CAMCA sont établies en France (CAMCA et CAMCA Courtage) et au Luxembourg (CAMCA Assurance S.A. et CAMCA Réassurance S.A.) :

- **La Caisse d'Assurances Mutuelles du Crédit Agricole (CAMCA)** est une société d'assurance mutuelle à cotisations variables immatriculée auprès de l'INSEE sous le numéro SIRET 784 338 527 00053, société régie par le Code des Assurances et soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), sise 4 Place de Budapest CS 92459 75436 Paris Cedex 09.
- **CAMCA Courtage** est une société par actions simplifiée au capital social de 625.000€, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 468 681 985 et immatriculé auprès de l'ORIAS sous le n°07002817.

Le siège social de ces deux entités est sis au 53, rue la Boétie 75008 PARIS.

- **CAMCA Assurance S.A.** est une société anonyme immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 58.149 ;
- **CAMCA Réassurance S.A.** est une société anonyme immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 41.766 ;

Le siège social de ces deux entités est sis au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Pour les demandes en lien avec cette Politique, **le Groupe CAMCA a mis en place un guichet unique pour répondre aux personnes** dont les données sont traitées. Ce guichet unique peut être contacté directement au 53, rue la Boétie 75008 PARIS (voir §. Comment exercer vos droits ?).

## 2. Pourquoi cette Politique externe de protection des données à caractère personnel ?

L'objectif de cette politique externe de protection des données à caractère personnel du Groupe CAMCA (ci-après la « **Politique** ») est de **vous informer, de façon claire, précise et détaillée, sur les traitements que nous opérons sur vos données à caractère personnel.**

Nous portons à votre attention les informations principales relatives aux traitements de vos données à caractère personnel réalisés par les entités du Groupe CAMCA.

Ces informations sont régulièrement mises à jour, notamment pour s'adapter aux évolutions législatives ou réglementaires.

Les entités du Groupe CAMCA étant établies en **France** (CAMCA et CAMCA Courtage) et au **Luxembourg** (CAMCA Assurance S.A. et CAMCA Réassurance S.A.), nous nous conformons, dans la collecte comme dans la gestion de vos données à caractère personnel, à la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel comprenant :

- le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) ;
- la loi française n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dans sa version actuelle ;
- la loi luxembourgeoise du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
- et tout autre texte de nature législative ou réglementaire, ou toute décision d'une juridiction ou autorité compétente, susceptible d'impacter le domaine du droit de la protection des données à caractère personnel.

(ci-après la « **Réglementation sur la protection des données** »).

## 3. Pourquoi êtes-vous concerné ?

Cette Politique « vous » concerne pour l'une des raisons suivantes :

- vous êtes « **Prospect** » : vous avez témoigné un intérêt pour l'une de nos offres. Dans ce cadre, vos données à caractère personnel font l'objet d'un traitement alors même que vous n'avez pas, encore, de relation contractuelle établie avec nous ;
- vous êtes « **Co-contractant** » : vous avez, dans ce cas, signé un ou plusieurs contrats avec le Groupe CAMCA directement ou par l'intermédiaire d'un distributeur ;
- vous êtes « **Personne Intermédiaire** » : nous traitons vos données lorsque celles-ci nous sont communiquées par l'intermédiaire de l'un de nos Co-contractants personne physique ou personne morale dont vous pouvez notamment être le représentant légal, le mandataire, le garant, un ayant-droit, le bénéficiaire effectif, le donneur d'ordre ou le bénéficiaire d'opérations, l'actionnaire ou l'associé ;
- vous êtes « **Bénéficiaire** » : vous bénéficiez d'un produit ou d'un service du Groupe CAMCA sans toutefois avoir conclu un contrat directement avec nous, par exemple en cas de garanties du Groupe CAMCA intégrées dans un produit distribué par une entité du Groupe Crédit Agricole.

Lorsque nous collectons et traitons vos données par l'intermédiaire de l'un de nos Co-contractants, il appartient à ce dernier ou son représentant de vous en informer, notamment au moyen de cette Politique externe de protection des données à caractère personnel.

## 4. Comment vos données à caractère personnel sont-elles collectées par le Groupe CAMCA ?

Le Groupe CAMCA collecte vos données à caractère personnel dans les conditions suivantes :

- a. **Les données à caractère personnel que vous nous communiquez directement** : il s'agit des données à caractère personnel que vous saisissez lors de l'entrée en relation et/ou lors de la souscription de tout produit ou service (cautionnement, assurance, service annexe...).
- b. **Les données à caractère personnel que nous collectons auprès de tiers** : il s'agit des données à caractère personnel susceptibles de nous être communiquées par :
  - i. **Les entités du Groupe Crédit Agricole** (Caisses Régionales du Crédit Agricole, filiales de Crédit Agricole S.A.) qui distribuent ou bénéficient de certains de nos produits et services, rendant nécessaire un partage des données pertinentes pour nous permettre d'exécuter nos contrats, ou auxquelles vous avez donné votre consentement pour le transfert de certaines de vos données auprès du Groupe CAMCA.
  - ii. **Les partenaires du Groupe CAMCA**, notamment intermédiaires en assurance (courtier, mandataire exclusif ou non exclusif, mandataire d'intermédiaire) ou co-garants ou encore les partenaires clients, notamment dans le cadre de nos produits de cautionnement ou de garanties financières.
  - iii. **D'autres personnes intervenant dans le cadre de notre relation** (vos mandataires, contacts désignés, préposés, bénéficiaires effectifs, membres de votre famille, représentants légaux...) pour les besoins de la réalisation de nos activités.

**Les données à caractère personnel publiques ou rendues publiques par d'autres responsables de traitement** : il s'agit des données à caractère personnel qui nous permettent, de mieux vous connaître (bases de données, publications rendues accessibles par des autorités officielles, etc.), dans le respect de vos droits et de la réglementation.

En particulier, nous nous appuyons sur les données publiques (disponibles en open data) mises à disposition au travers de l'API SIRENE donnant accès aux informations concernant les entreprises et les établissements immatriculés au répertoire interadministratif Sirene<sup>4</sup> depuis sa création.

## 5. Quelles peuvent être les données à caractère personnel collectées et traitées ?

Le terme « **données à caractère personnel** » désigne toutes les données permettant d'identifier directement ou indirectement une personne physique, ce qui correspond à tout renseignement, non anonymisé, à votre sujet.

Les données à caractère personnel collectées dépendent de la nature du contrat souscrit et/ou de la nature de votre relation avec nous (directe ou indirecte). Les données à caractère personnel peuvent être regroupées dans les catégories suivantes :

- a. **Les données relatives à l'identité, aux coordonnées, la situation familiale, économique, patrimoniale, fiscale et financière ;**
- b. **Les données relatives à la situation professionnelle ;**

---

<sup>4</sup> Pour plus d'informations : [API Sirene - api.gouv.fr](https://api.gouv.fr)

- c. **Les données nécessaires à la conclusion et/ou à la gestion de nos contrats** telles que la durée, les garanties, les exclusions ainsi que les données relatives aux modes et moyens de paiement, aux transactions, aux impayés, au recouvrement, à l'autorisation de prélèvement, au montant des primes, aux références de l'établissement de crédit, des co-assureurs et des réassureurs ;
- d. **Les données nécessaires à la gestion des sinistres** telles que la nature du sinistre, les rapports d'expertise, les rapports d'enquête, les PV d'accident, les actes de recouvrement et d'insolvabilité éventuelle, la fiscalité, les modalités de règlement, la réversion, les indemnités chômage ;
- e. **Les données relatives à la santé des souscripteurs ou de l'emprunteur, exclusivement** lorsqu'elles sont nécessaires au traitement d'une demande de souscription, directe ou indirecte, ou d'indemnisation d'un dommage subi par un souscripteur, un emprunteur ou plus largement un tiers bénéficiaire.

Dans ce cas et conformément à la Réglementation sur la protection des données, nous nous appuyons sur l'un des fondements juridiques nous donnant l'autorisation de les traiter (voir les bases légales des traitements ci-après).

**Nous excluons le traitement de certaines données à caractère personnel**, notamment les données à caractère personnel sensibles qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale des personnes concernées. De telles données ne font pas partie des informations susceptibles d'être recueillies, directement ou indirectement, par le Groupe CAMCA.

**Lorsque nous sommes à l'origine de la collecte de vos données à caractère personnel, nous vous informons du caractère facultatif ou obligatoire de la communication de certaines données.** D'une façon générale, les traitements de données à caractère personnel que nous opérons nous permettent d'assurer la fourniture ou la promotion de nos différents produits et services. A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires à la conclusion et l'exécution des contrats (voir §5 ci-après). Concernant les données facultatives, vous êtes entièrement libre de les renseigner ou non, dans le respect des dispositions légales applicables.

**Lorsque nous mettons en œuvre des traitements de données automatisés, ceux-ci donnent généralement lieu à l'intervention de l'un de nos collaborateurs spécialement habilités dans le cadre de ses missions.**

Dans de rares situations, nous pouvons mettre en œuvre un traitement automatisé ne donnant pas lieu à une intervention de l'un de nos collaborateurs.

Dans cette hypothèse :

- nous vous en informons, avant la réalisation de l'opération de traitement automatisée,
- vous disposez de la possibilité de contacter l'un de nos gestionnaires pour obtenir le réexamen de votre dossier, conformément à la Réglementation sur la protection des données. Les coordonnées du gestionnaire en charge de ce nouvel examen vous sont communiquées au terme de l'opération de traitement automatisée.

## 6. Dans quels buts, sur quels fondements juridiques et pendant quelles durées traitons-nous vos données à caractère personnel ?

**Nous traitons uniquement les catégories de données à caractère personnel strictement nécessaires** aux fins de satisfaction des objectifs poursuivis par les catégories de traitement détaillés ci-après, qu'elles soient justifiées par :

- La réalisation de devis, la conclusion ou l'exécution de nos contrats ;
- La réponse à une obligation légale à laquelle nous sommes soumis ;

- Notre intérêt légitime ou le vôtre dans certaines situations ;
- Votre consentement ;
- La sauvegarde de vos intérêts vitaux.

**Dans de rares situations, nous pouvons être amenés à traiter des données à caractère personnel relatives à votre état de santé.** Ce traitement est rendu nécessaire dans le cadre de la conclusion d'un contrat, de son exécution ou de l'indemnisation d'un sinistre. Nous nous appuyons sur l'une des exceptions prévues à l'article 9 du RGPD et particulièrement sur votre consentement explicite au traitement de ces données ou, dans certaines situations, la sauvegarde de vos intérêts vitaux.

**Nous traitons vos données à caractère personnel uniquement pendant la durée nécessaire à l'accomplissement des objectifs détaillés ci-après.** Conscients des défis écologiques liés à l'utilisation des outils numériques, notamment la nécessaire réduction des émissions de gaz à effet de serre, et soucieux du respect de votre vie privée, nous effectuons une gestion raisonnée du stockage de données. Afin de limiter le stock de données que nous pouvons être amenés à traiter dans le cadre de nos activités, le Groupe CAMCA déploie des solutions de limitation et de suppression des données sur ses outils et dans ses procédures.

**Vous trouverez ci-après un tableau descriptif des traitements mis en œuvre par le Groupe CAMCA incluant les finalités, les bases légales, les durées de conservation appliquées et les potentiels destinataires de vos données à caractère personnel.**



# 7. Description des traitements

Finalités	Base légale	Justification de la base légale	Liste des traitements	Durées de conservation	Destinataires des données				
					Internes Groupe CAMCA	Internes Groupe Crédit Agricole	Externes		
<p>La passation, la gestion et l'exécution de vos contrats d'assurance et autres garanties financières</p>	<p>Exécution du contrat et mesures précontractuelles</p>	<p>Les traitements de passation de gestion, d'exécution des contrats et des indemnités, sont nécessaires à la mise en place d'une relation contractuelle ou précontractuelle avec un contrat en cours de validité dans les cas de gestion et d'exécution.</p>	<p>La gestion des produits assurantiels, des indemnités, des réclamations et contentieux délivrés à l'attention des CR notamment les produits d'IARD, de carte, de flotte..etc.</p>	<p>La durée de la relation augmentée de la durée d'acquisition des prescriptions légales</p>	<p>Voir §1b.</p>	<p>Caisses Régionales du Groupe Crédit Agricole, LCL, BforBank</p> <p>Autres entités du Groupe Crédit Agricole</p>	<p>Réassureurs, co-assureurs, courtiers, co-garant, France Assureur, experts, avocats, médecins,</p>		
<p>La gestion des déclarations de sinistres et le suivi des indemnités</p>			<p>La gestion des produits assurantiels, des indemnités, des réclamations et contentieux délivrés à l'attention de nos partenaires hors Groupe Crédit agricole</p>			<p>Voir §1b.</p>		<p>Entités du Groupe Crédit Agricole</p>	<p>Réassureurs, co-assureurs experts, co-garants, courtiers, France Assureurs avocats, médecins, etc... Partenaires</p>
			<p>La gestion des produits assurantiels, des indemnités, des réclamations et contentieux délivrés à l'attention de nos clients ; notamment les produits de cautions financières.</p>			<p>Voir §1b.</p>		<p>Entités du Groupe Crédit Agricole</p>	<p>Réseaux partenaires, réassureurs, co-assureurs, co-garants, courtiers, France Assureur, experts avocats, médecins, etc...</p>
<p>La lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme, avec la mise en place d'une surveillance des contrats pouvant aboutir à la rédaction d'une déclaration de soupçon ou à une mesure de gel des avoirs, en application du Code monétaire et financier</p>	<p>Respect de nos obligations légales et réglementaires</p>	<p>La lutte contre le blanchiment et le terrorisme est une obligation légale définie par le droit européen. Cette obligation s'impose au responsable du traitement. Ces dispositions légales instituent une obligation impérative de traiter des données personnelles, suffisamment claire et précise et définissent les finalités du traitement concerné.</p>	<p>L'évaluation et la gestion du contrôle interne, du contrôle de la conformité de la sécurité financière et de lutte contre le blanchiment, la sécurité des personnes et des biens.</p>	<p>Toute la durée de la relation contractuelle, à l'issue de laquelle seules les données nécessaires à des finalités précontentieuses ou contentieuses sont archivées jusqu'à l'acquisition de la prescription légale. En cas de contentieux, ces données sont conservées pendant toute la durée de la procédure et jusqu'à l'expiration des voies de recours ordinaires et extraordinaires</p>	<p>Voir §1b.</p>	<p>Entités du Groupe Crédit Agricole SA</p>	<p>La cellule de renseignement financier Tracfin du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, le parquet luxembourgeois, les autorités de contrôle compétentes au sens de l'article L561-36 du CMF. Pour les données relatives aux personnes qui font l'objet d'une mesure de gel des avoirs, la Direction Générale du Trésor, les autorités de contrôle compétentes des autres états membres de la Communauté européenne, des états parties à l'accord sur l'Espace économique européen et des états où sont applicables les accords conclus avec l'Autorité de Contrôle Prudenciel et de Résolution ou l'Autorité des Marchés Financiers en application des dispositions prévues aux articles L632-7, L632-13 et L 632-16 du CMF et de la Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme modifiée.</p>		

Finalités	Base légale	Justification de la base légale	Liste des traitements	Durées de conservation	Destinataires des données		
					Internes Groupe CAMCA	Internes Groupe Crédit Agricole	Externes
La gestion des clients, d'étude statistiques et actuarielles de détections des fraudes.	Intérêt légitime	Les intérêts ou les droits fondamentaux de la personne concernée qui exigent une protection des données à caractère personnel sont compatibles les intérêts de l'organisme dans le cas des traitements de gestion des clients intragroupe, d'études statistiques et actuarielles, de détection des fraudes.	Élaboration des statistiques et Études actuarielles  Gestion des clients intra groupe  Gestion des fraudes ou tentative de fraude aux produits d'assurance	Les données utilisées à des fins d'étude actuarielles et statistiques sont anonymes une fois les délais de gestion et de prescription atteints  6 mois à compter de l'émission des alertes pour les qualifier. En cas d'alerte pertinente, les données sont conservées pour une durée maximale de 5 ans à compter de la clôture du dossier de fraude.	Voir §1b.	Entités du Groupe Agricole, Crédit Agricole SA	Partenaires, Autorités de contrôle
La gestion de la sécurité des personnes et des biens	Intérêt légitime	Le Groupe CAMCA, ses clients et partenaires ainsi que les assurés disposent d'un intérêt commun et légitime à assurer la sécurité des données qu'il traite.	Les traitements liés aux dispositifs de sécurité des biens et des personnes	Les données sont conservés 3 mois si aucune procédure judiciaire n'est en cours .	N/A		N/A
Les opérations de gestion de la prospection et de l'animation commerciale	Intérêt légitime	En matière de prospection commerciale, nous nous adressons à des clients professionnels, exclusivement en lien avec leur activité professionnelle	La prospection et l'animation commerciale	Les données collectées sont conservées 3 ans à compter du dernier contact avec le prospect	Voir §1b.		N/A
La gestion des demandes d'exercices de droit des personnes concernées	Respect de nos obligations légales et réglementaires	Les demandes d'exercice de droits sont partie d'une obligation légale définie par le droit européen. Cette obligation s'impose au responsable du traitement. Ces dispositions légales instituent une obligation impérative de traiter des données personnelles, suffisamment claire et précise et définissent les finalités du traitement concerné.	La gestion des demandes d'exercices de droit des personnes concernées	La durée de gestion de la demande	Voir §1b.		N/A

## 8. En dehors des entités du Groupe CAMCA, à qui vos données peuvent-elles être transférées ?

Dans le cadre de nos activités, vos données à caractère personnel peuvent être rendues accessibles aux catégories de personnes suivantes :

- a. Les services de recouvrement, les délégués de gestion, les intermédiaires d'assurance, les partenaires, les prestataires et les sous-traitants habilités à accéder aux données à caractère personnel ;
- b. Les autres entités du Groupe Crédit Agricole dans le cadre de l'exercice de leurs missions ;
- c. Les co-assureurs et réassureurs (s'il y a lieu) auxquels nous faisons appel dans le cadre de la gestion de nos risques ;
- d. Les personnes intervenant au cours de la vie du contrat telles que les avocats, experts, auxiliaires de justice, officiers ministériels, curateurs, tuteurs et enquêteurs.

## 9. Où vos données peuvent-elles être transférées ?

**Nous apportons la plus grande attention à ce que vos données à caractère personnel soient traitées et conservées sur le territoire de l'Union Européenne** (ou dans un pays dont la législation est reconnue adéquate par une décision de la Commission Européenne conformément à l'article 45 du RGPD), ce qui est le cas pour la quasi-totalité des traitements réalisés.

Toutefois, des transferts de données hors Union Européenne peuvent notamment se produire dans les situations suivantes :

- a. Dans le cadre des demandes d'assistance, rendue possible par la détention d'une carte bancaire distribuée par les établissements bancaires du Crédit Agricole, lorsque vous vous trouvez à l'international hors UE ;
- b. Dans le cadre de la gestion de votre contrat d'assurance en cas de souscription à un produit « FNAC » ;
- c. Dans le cadre de partenariats stratégiques de gestion d'outils tel que DOCUSIGN.  
Ces transferts de données sont encadrés par des contrats concernant tant la conservation des données que leur suppression une fois le contrat arrivé à terme.  
Vous pouvez obtenir les clauses contractuelles types régissant le transfert des données des cas évoqués ci-dessus auprès de nos Délégués à la protection des données (voir §Comment exercer vos droits ?).

## 10. Quelles sont les mesures de sécurité que nous mettons en œuvre ?

**Nous prenons toutes précautions utiles et appropriées pour préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données à caractère personnel** et notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Les mesures de sécurité organisationnelles et techniques que nous mettons en œuvre sont notamment les suivantes :

- a. Le renforcement des normes internes en matière de protection des données et de sécurité informatique afin de garantir la protection et la sécurité de vos données à caractère personnel ;
- b. Les audits internes menés afin de nous assurer de la sécurité de vos données à caractère personnel et de nous prémunir contre tout accès non autorisé ;
- c. La localisation de l'hébergement des centres de données du Groupe CAMCA en France et au Luxembourg ;
- d. L'obligation de discrétion et de confidentialité pour les salariés et les sous-traitants du Groupe CAMCA pouvant être amenés à manipuler des données à caractère personnel.

## 11. Quels sont vos droits ?

Conformément à la réglementation applicable, vous disposez de plusieurs droits concernant vos données à caractère personnel, à savoir :

- a. **Droit d'accès** : vous pouvez obtenir des informations concernant le traitement de vos données à caractère personnel ainsi que leur communication ;
- b. **Droit de rectification** : vous pouvez demander la rectification de vos données à caractère personnel qui seraient inexactes ou incomplètes ;
- c. **Droit à la portabilité** : lorsque le traitement est automatisé et est fondé sur le consentement ou l'exécution du contrat ou de mesures précontractuelles, vous pouvez demander la restitution des données à caractère personnel que vous nous avez fournies et/ou leur transfert à un tiers ;
- d. **Droit de retirer votre consentement** : lorsque le traitement a pour base légale votre consentement, vous pouvez retirer votre consentement pour l'avenir et mettre ainsi fin au traitement de vos données, étant précisé que le retrait du consentement ne remet pas en cause la licéité des traitements effectués jusqu'alors ;
- e. **Droit de demander la limitation du traitement de vos données** : vous pouvez demander la suspension ou la restriction du traitement de vos données ;
- f. **Droit d'opposition : vous pouvez vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel pour des raisons légitimes qui tiennent à votre situation particulière** :
  - o lorsque la base juridique du traitement est l'intérêt légitime du responsable de traitement ou de tiers (sauf à ce que le Groupe CAMCA prouve qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice) ;
  - o à tout moment et sans justification, concernant le traitement à des fins de prospection commerciale par le Groupe CAMCA lorsque ce traitement concerne des professionnels, agissant dans le cadre de leur activité.
- g. **Droit de communiquer des instructions sur le sort de vos données à caractère personnel (suppression, anonymisation) en cas de décès** : vous pouvez définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel, applicables après votre décès ;
- h. **Droit à l'effacement** : vous pouvez demander la suppression de vos données à caractère personnel, en particulier lorsque vos données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, à l'exception notamment des traitements nécessaires au respect d'une obligation légale ou à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice.

**Vous disposez également du droit de déposer une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente**, par voie électronique et/ou par voie postale, auprès de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD, Autorité de contrôle luxembourgeoise) ou auprès de n'importe quelle autorité de contrôle compétente dans l'Etat membre dans lequel se trouve votre résidence habituelle, dans lequel vous exercez votre activité professionnelle ou sur le territoire duquel la violation de vos droits aurait été commise.

En cas de besoin :

- la **CNIL** peut être contactée :
  - o Par voie postale : CNIL, Service des plaintes, 3 place de Fontenoy 75007 Paris ;
  - o Par voie électronique : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- la **CNPD** peut être contactée :
  - o Par voie postale : CNPD, Service des réclamations, 15 Boulevard du Jazz L-4370 Belvaux ;
  - o Par voie électronique : <https://cnpd.public.lu/fr/particuliers/faire-valoir/formulaire-plainte.html>

## 12. Comment exercer vos droits ?

L'exercice des droits mentionnés ci-dessus suppose de justifier de votre identité par application de l'article 77 du décret n° 2019-536 du 29 mai 2019.

Cette exigence nous permet, notamment, de nous assurer que la personne émettant la demande est bien la personne concernée. Cette mesure de sécurité vise à vous protéger contre des demandes illégitimes.

**Pour simplifier vos démarches, le Groupe CAMCA a mis en place un guichet unique** pour répondre aux demandes des personnes concernées dans le cadre de la présente Politique et pour certains produits pour lesquels l'information relative à l'existence de ce guichet unique est donnée directement dans les notices. Ce guichet unique peut être contacté directement :

- Par voie postale à l'adresse suivante à l'attention du Délégué à la protection des données : CAMCA 53 rue de la Boétie, 75008 Paris ;
- Par email à l'adresse suivante : [dpo@ca-camca.fr](mailto:dpo@ca-camca.fr)

Vous pouvez également prendre attache avec le Délégué à la protection des données des entités CAMCA et CAMCA Courtage, directement aux mêmes coordonnées prévues ci-dessus.

**Vous avez également la possibilité de saisir directement les entités luxembourgeoises de vos demandes** en lien avec la présente Politique ou certains produits pour lesquels l'information est donnée directement dans les notices :

- Par voie postale à l'adresse suivante à l'attention du Délégué à la protection des données : CAMCA Assurance S.A. B.P. 2378 L-1023 Luxembourg ;
- Par email à l'adresse suivante : [dpo@camca.lu](mailto:dpo@camca.lu)

Dans tous les cas, le Groupe CAMCA vous répondra dans un délai d'un mois maximum à compter de la réception de votre demande, éventuellement augmenté de deux mois en fonction de la complexité de la demande ou de circonstances particulières.

## 13. Mise à jour de la Politique

La présente Politique pourra faire l'objet de modifications totales ou partielles notamment en fonction de l'évolution des services ou de la Réglementation sur la protection des données.

En tout état de cause, elle fera l'objet d'une revue chaque année, au plus tard lors du premier semestre de l'année suivant celle au cours de laquelle elle a été publiée.

Ces modifications entreront en vigueur à compter de la publication de la mise à jour. Nous vous invitons donc à la consulter régulièrement.

La présente est entrée en vigueur le **24 décembre 2024**.